



Fédération des travailleurs des
Industries du Livre, du Papier
et de la Communication Cgt

« PACTE DE RESPONSABILITÉ »

Ensemble imposons le progrès social !

Le 3 mars 2014

Depuis des mois, le Medef revendique et obtient chaque jour davantage contre les droits sociaux des salariés, des chômeurs et des retraités.

Avant que le Président de la République ne propose à Pierre Gattaz un nouveau « deal » les engageant eux seuls, le grand patronat avait déjà gagné :

- ▀ un « chèque en blanc » de 20 milliards d'euros de crédit d'impôt compétitivité emploi ;
- ▀ une loi dite « Sécurité de l'emploi » qui sécurise juridiquement les licenciés et restreint les droits des salariés ;
- ▀ la poursuite de la politique de gel des salaires des fonctionnaires et du Smic ;
- ▀ le report au 1^{er} juillet 2014 de la loi contraignant les entreprises à ne plus faire travailler leurs employés à temps partiel moins de 24 heures par semaine.

Le « Pacte » dit « de responsabilité » est un nouveau cadeau d'au moins 30 milliards d'euros aux grands groupes et à leurs actionnaires, en même temps qu'un nouveau coup porté contre le financement solidaire de la protection sociale et de la Sécurité sociale, fiscalisant le financement des allocations familiales.

Le Medef l'a clairement annoncé : il n'y aura aucune contrepartie.

Plus encore : il ose exiger un moratoire des lois et décrets sur la pénibilité, l'apprentissage, les stages, les contrats de génération pour les PME, la consultation du comité d'entreprise en cas de reprise d'une société...

Agissons pour un changement de politique économique et sociale. Il est capital de gagner une autre répartition des richesses pour le progrès social !

Il est urgent :

- ▀ **d'augmenter les salaires** dans le privé et le public, à commencer par le Smic gelé depuis six ans ;
- ▀ de **développer l'emploi** dans le public et le privé ;
- ▀ de **pérenniser et étendre notre protection sociale**. Les allocations familiales, comme la branche maladie et vieillesse, doivent continuer à être financées par les cotisations sociales !
- ▀ d'**investir massivement** dans les services publics et la fonction publique pour **répondre aux besoins économiques et sociaux**.

Pour sortir de l'austérité et ouvrir une nouvelle période de progrès social, exigeons ensemble :

- ▀ **la remise à plat de l'ensemble des aides publiques aux entreprises** : conditionnons-les à l'investissement dans l'emploi, la recherche, l'innovation, les salaires et la formation ; et supprimons les aides inefficaces dans ces domaines (200 milliards d'argent public subventionnent chaque année 5 millions d'emplois dans le privé !)
- ▀ **la suppression des aides fiscales et sociales aux entreprises et aux branches qui utilisent massivement l'emploi précaire**, ne respectent pas l'égalité salariale et professionnelle, et/ou pratiquent des salaires sous le Smic ;

Pour sortir de la crise et du chômage de masse, il est nécessaire de changer de cap !

Ne laissons pas le Medef gérer les affaires du pays !

Prenons nos affaires en mains et agissons pour imposer le progrès social !

Soyons dans l'action, partout en France, le 18 mars prochain

Voir l'info CGT, les accords JCDecaux, la Convention Collective... sur <http://cgt-jcdecaux.fr/>

DELEGUE SYNDICAL
CENTRAL C.G.T.
Eric SYLARD
D.S.C. Adjoint
Jean Pierre VIAUD

AQUITAINE
Jean-Francisco
MOURALINHO

AUVERGNE LIMOUSIN
Frédéric BULDON

BRETAGNE PAYS LOIRE
Jean Pierre VIAUD

CENTRE
Christophe CLEMENT

COTE D'AZUR
Emmanuel MASSIMO
Jean-Paul ZAMMIT

IDF EST
Patrice DUDRAGNE

IDF NORD
José MAGALHAES

IDF OUEST
Thierry ARCHER

IDF PARIS
Jamil GHEZAL
Mirsad MEHANOVIC

LANGUEDOC
Frédéric FERNANDEZ

LORRAINE CHAMPAGNE
ARDENNES
Gérard CHARPY

MAUREPAS
Alexandre RAMON

MIDI PYRENEES
Patrick MIR

NORD PAS DE CALAIS
Eric SYLARD
Jean-Paul DUMOULIN

PLAISIR CLE ST PIERRE
Philippe VALCKE

PLAISIR STE APOLLINE
Mourad BOUCENNA
Alain FOUCHARD

PROVENCE ALPES
François PIROLI

RHONE ALPES
Patrick CHOMAT